

Finalement, tard en 1989, la majorité des pays membres de l'ONU, dont le Canada, s'est trouvée dans une position odieuse quand elle a dû de nouveau accorder son appui à la coalition d'opposition dont les Khmers rouges de Pol Pot forment l'aile dominante. Plusieurs nouveaux facteurs, dont le retrait vietnamien n'est pas le moindre, devraient maintenant influencer sur cette horrible situation dont l'invasion vietnamienne et la dynamique de la Guerre froide avaient dicté les paramètres, à l'origine. Il incombe désormais au Canada et à d'autres pays de faire tout en leur pouvoir, y compris fournir d'urgence une aide humanitaire, pour aider à garantir l'instauration d'un cessez-le-feu négocié et la tenue d'élections libres, et pour faire en sorte que les Cambodgiens aient le choix entre d'autres formes de gouvernement viables, de manière à pouvoir rejeter les Khmers rouges.

---

*À l'aube des années 1990, il importe, face à l'évolution rapide de la conjoncture mondiale, d'amorcer un débat public beaucoup plus vigoureux sur les voies que la politique canadienne pourrait suivre. Pour faire suite à la présente analyse, l'Institut pour la paix et la sécurité mettra davantage l'accent sur le volet pertinent du mandat que lui a confié le Parlement et, à cette fin, il constituera dès le début 1990 divers groupes de travail sur les options politiques s'offrant au pays.*